

# Tunisie: Mokhtar Jalleli n'exclut pas la possibilité de fermer l'unité de jradou

Le ministère de l'Agriculture et de l'Environnement recevra la semaine prochaine, une copie du rapport préparé par des experts, désignés par le tribunal de première instance de Zaghouan, et portant sur l'examen des dégâts éventuels, générés par l'activité du centre de traitement des déchets industriels de la région de Jradou, situé à 20 KM au Sud de la ville de Zaghouan, a annoncé M. Mokhtar Jallali, ministre de l'Agriculture et de l'Environnement.

Le Ministre a déclaré, lors d'une conférence de presse, tenue samedi, à Tunis, qu'au cas où le rapport démontre que le centre de traitement des déchets, à Jradou, nuit à la santé de l'homme et à l'environnement, le ministère "n'hésitera pas à fermer cette unité immédiatement».

Par ailleurs, si des carences sont révélées par ce même rapport, le ministère œuvrera à y remédier. Toutefois, a ajouté le ministre, si les retombées négatives de l'activité du centre ne sont pas prouvées, celui-ci sera réouvert.

Le tribunal de première instance, à Jradou, avait chargé des experts en biologie, environnement et en chimie de tester des échantillons et réaliser une étude détaillée sur le site, suite au sit-in observé par les habitants de la région, depuis le 28 février 2011, qui craignent les dangers de l'activité du centre sur la santé de l'homme et la sécurité de l'environnement.

Le ministre a déploré le comportement de quelques habitants de Jradou, qui ont empêché les techniciens d'accomplir les opérations d'entretien alors que d'autres ont creusé sous le site du centre pour extraire des matières dont les retombées sur la santé de l'homme et de l'environnement sont méconnues.

Le coût de réalisation du centre de traitement des déchets industriels et spéciaux de la région de Jradou, lequel est entré en service il y a une année, est d'environ 30 millions de dinars (MD).

Ledit centre n'est pas conçu pour la destruction des déchets radioactifs, des déchets explosifs ou ceux d'activités de soins médicaux, car les technologies qui y sont installées ne permettent pas une telle destruction.

L'Allemagne a financé 60% du coût de la réalisation du projet via un don et la Tunisie a assuré le reste du financement.

L'ambassade de l'Allemagne à Tunis a précisé dans un communiqué de presse, publié au début du mois de mars 2011, que l'objectif de la contribution de l'Allemagne au financement de ce projet est de permettre au centre de traiter les déchets industriels et spéciaux moyennant le recours à des technologies développées dans ce domaine, outre la lutte contre les dangers sanitaires qui peuvent découler du déversement de ces déchets dans le milieu naturel.

source: **TAP**